

# AGIR EN INVESTISSEUR RESPONSABLE

REPONSE A L'ARTICLE 173 DE LA LOI DE TRANSITION ENERGETIQUE

Juin 2017



# **EDITO**

En se dotant d'une législation demandant aux investisseurs et aux gérants d'actifs de rendre compte de la façon dont les enjeux du développement durable étaient intégrés dans leurs stratégies d'investissements, la France a mis en cohérence ses actes avec ses discours lors de la COP 21. Elle montre aussi la voie à des législations similaires qui pourraient éclore non seulement au niveau européen mais aussi dans certains Etats américains comme la Californie, soucieux de montrer que malgré la volonté de retrait de l'administration fédérale, ils sont toujours « in ».

Mirova s'est construit sur l'idée clé que les enjeux de développement durable devaient être placés au cœur de ses politiques d'investissement. Non seulement car c'est l'idée que nous nous faisons de sa responsabilité d'entreprise mais aussi car nous sommes convaincus que la réponse à ces enjeux sera la principale source d'innovation des décennies à venir et donc d'opportunités à saisir.

Répondre à la législation, le fameux article 173, à travers ce rapport est donc pour Mirova bien davantage qu'une exigence réglementaire. C'est l'occasion de rendre compte de nos pratiques auprès des épargnants et investisseurs qui nous ont déjà fait confiance et de faire connaître l'exigence et la qualité de notre approche et de nos pratiques à ceux qui nous feront confiance demain.

Bonne lecture



# **SOMMAIRE**

1.	Notre approche de l'investissement responsable			
	1.1	Un monde en transition		
	1.2	Les ODD, une réponse positive aux transitions en cours	7	
	1.3	Quelles implications pour un investisseur responsable ?	8	
2.	Evaluation de la qualité environnementale et sociale			
	2.1	Notre approche	10	
	2.2	Evaluation par classe d'actifs	12	
3.	Vote			
	3.1	Notre politique de vote	15	
	3.2	Rapport de vote 2016	16	
4.	Engagement			
	4.1	Notre approche de l'engagement	18	
	4.2	Principaux résultats 2016	19	
Conclusion				
Μe	entic	ons légales	23	

Créée en 2012 en tant que département de Natixis Asset Management (groupe BPCE), Mirova est devenue en 2014 une société de gestion dédiée à l'investissement responsable. Mirova est implantée en France et aux Etats-Unis.

# Notre vision : nos stratégies d'investissement sont des choix porteurs de sens

Nous pensons que notre métier de gestionnaire d'actifs pour compte de tiers n'est pas neutre et que nos choix d'investissement participent à façonner le monde de demain. Dans un contexte marqué par des transitions majeures en matière de démographie, de technologie, d'environnement et de gouvernance, nos stratégies d'investissements doivent être porteuses de sens. Au cours des 10 dernières années, le développement de démarches d'investissement responsable a permis de ne pas financer de mauvaises pratiques d'entreprises en matière environnementale, sociale et de gouvernance. Nous pensons qu'agir en tant qu'investisseur responsable implique d'aller au-delà de ces approches. Mirova place au cœur de sa stratégie la prise en compte des enjeux d'une économie durable pour proposer des solutions qui bénéficient non seulement aux investisseurs, mais également à l'ensemble des parties prenantes de la société, dans une perspective de long terme.

# Notre mission : proposer des solutions d'investissement à impact positif

En tant que gestionnaire d'actifs pour compte de tiers, nous proposons ainsi à nos clients, qu'il s'agisse d'investisseurs institutionnels ou de particuliers, une offre large de solutions d'investissement sur les actions, taux, infrastructures généralistes, infrastructures énergies renouvelables, solidaire. L'ensemble des stratégies développées par Mirova s'appuie sur l'objectif de sélectionner des actifs alliant rentabilité économique d'une part, et d'autre part un impact positif en matière environnementale et sociale.

# Une expertise multi classe d'actifs

Pour ce faire, Mirova s'appuie sur près de 70 collaborateurs proposant leurs expertises sur différentes classes d'actifs, avec 6,6 Md € d'actifs sous gestion et conseil au 31 décembre 2016.

**Actions (3,1 Md€).** Mirova propose des fonds diversifiés sur l'ensemble des thématiques du développement durable sur les zones Euro, Europe et Monde. Mirova offre également à ses clients deux stratégies à impact : un fonds dédié aux enjeux environnementaux et un fonds investissant dans la création d'emplois en France.

**Obligations durables (1,7 Md€).** Notre offre se focalise sur les obligations environnementales et sociales (« Green Bonds / Social Bonds »), à travers trois stratégies : Euro Aggregate, Euro Corporate et Global.

Infrastructures (1,6 Md€). Mirova propose aux investisseurs deux typologies d'investissement en infrastructures. Une offre de fonds dans les énergies renouvelables, positionnés sur les technologies matures en Europe (éolien, solaire, biomasse...). Une offre de fonds « généraliste », focalisée sur les projets d'utilité publique en France et en Europe (universités, stades, hôpitaux, transports urbains et ferroviaires, infrastructures routières...).

**Solidaire (0,1 Md€).** Mirova propose un fonds investissant dans des projets et entreprises non cotées à fort impact social et environnemental.

Les équipes de gestion sont accompagnées par la **Recherche en Investissement Responsable**, centre d'expertise de Mirova sur la prise en compte des enjeux de développement durable dans les choix d'investissement.

# Notre approche de l'investissement responsable

Chercher à agir en « investisseur responsable » implique une lecture du monde économique, et plus généralement de la société et de l'environnement dans lesquels il s'inscrit, ne pouvant se limiter à une étude de la rentabilité à court/moyen terme de chaque actif pris individuellement. Cette approche nécessite de comprendre les interactions entre les différents acteurs privés-publics, petites-moyennes-grandes entreprises, économies développées-économies en développement, afin de s'assurer que la croissance de chaque acteur est compatible avec l'équilibre du reste du système. Elle doit aussi se projeter sur une échelle de « temps long », permettant de garantir que les choix d'aujourd'hui ne pèseront pas négativement sur les générations futures.

Appréhender cette complexité nécessite :

- d'avoir une lecture claire des grandes transitions auxquelles font face nos sociétés,
- de chercher à anticiper les conséquences de ces transitions sur nos stratégies d'investissement.

#### Un monde en transition 1.1

Les grandes évolutions auxquelles font face nos sociétés peuvent être regroupées en quatre catégories : démographie, technologie, environnement et gouvernance.

#### Démographie

Même si les taux de croissance démographique au niveau mondial ont tendance à diminuer, la population mondiale devrait continuer à croitre pendant les décennies à venir. Cette croissance est essentiellement concentrée dans les pays en développement, où la natalité reste forte. Dans les économies matures, la population connait une croissance beaucoup plus limitée et pourrait même diminuer dans certaines régions. Partout, les progrès en matière de santé ont permis une augmentation de l'espérance de vie conduisant à un vieillissement de la population.

En parallèle de ces évolutions en matière de natalité et d'évolution de l'espérance de vie, les migrations connaissent une croissance continue. Au niveau national, les villes continuent à attirer un nombre toujours plus grand d'habitants, une dynamique particulièrement marquée dans les pays émergents. Au niveau international, les migrations entre les pays croissent à un rythme quasiment deux fois supérieur à celui de la population mondiale.

Croissance de la population

9,8 milliards

# de personnes à horizon 2050

Vieillissement

17 %

part de la population âgée de plus de 65 ans contre 8,5 % actuellement

Urbanisation

ville contre ~50 % actuellement

2/3 de la population habitant en Migrations

400 millions

# de migrants internationaux en 2050 contre ~250 actuellement

Source: Mirova / Nations Unies / U.S. Department of Health and Human Services / Banque Mondiale, 2017

#### **Technologie**

Cette croissance démographique s'accompagne d'une accélération constante des évolutions technologiques. Les moyens de mécanisation et d'automatisation ne cessent de se développer et gagnent du terrain dans tous les secteurs, de l'agriculture à l'industrie, des transports aux services. Parallèlement, la dématérialisation et la connectivité grandissante ouvrent des portes sans précédent, tandis que les avancées en matière d'analytique nous font avancer à grand pas vers des intelligences artificielles et des réalités virtuelles. Les découvertes se poursuivent également en matière de sciences du vivant, les « biotechs », entrainant des changements importants dans les secteurs de la santé et de l'agriculture.

Big data

+40 %

Croissance annuelle de la quantité de données digitales Digitalisation

4,6 milliards

# utilisateurs d'internet (58 % de la population) en 2021 vs. 3,3 Md (44 %) en 2016

Biotechs santé

200 Md \$

Dépenses en biopharmacie en 2016

Biotechs agriculture

15 %

Croissance estimée du marché des micro-organismes dans l'agriculture

Source: Mirova, 2017



#### **Environnement**

Toutefois, l'accès aux progrès techniques au plus grand nombre se heurte chaque jour un peu plus à la finitude des ressources de la planète. Malgré nos efforts en matière de lutte contre le changement climatique, nous sommes toujours sur une trajectoire incompatible avec l'objectif des 2°C supplémentaires réaffirmé par l'ensemble des dirigeants du monde suite à l'accord de Paris. Dans le même temps, la détérioration des écosystèmes et l'appauvrissement des ressources exposent les populations aux problématiques d'accès à l'eau et aux denrées alimentaires, mais aussi aux risques de catastrophes naturelles. Cette prise de conscience des limites environnementales imposent à tous les acteurs de repenser les modes de production et de consommation.

Changement climatique

-50 %

Réduction des émissions de GES mondiale à horizon 2030 pour atteindre un scénario 2°C Ressources en eau

3.9 milliards

# de personnes en situation de stress hydrique à horizon 2050 dans un scénario BaU contre 1.6 milliards en 2000 Protection des écosystèmes

12 millions

# d'hectares de terres perdus par dégradation des sols chaque année soit plus de la superficie du Portugal Pollution de l'air

92 %

Part de la population mondiale respirant un air ambiant trop pollué

Source: Mirova / GIEC / Nations Unies / OCDE / OMS, 2017

#### Gouvernance

Ces transitions démographiques, technologiques et environnementales, dans un contexte mondialisé et libéralisé, impliquent des tensions d'une ampleur nouvelle avec notamment une montée des inégalités et des tentations de repli national.

Entre un endettement déjà très élevé et une capacité limitée à obtenir des ressources supplémentaires, les Etats n'ont plus, seuls, la capacité financière pour répondre à ces enjeux. En parallèle, la mondialisation a permis une croissance fulgurante de très nombreuses multinationales, dont certaines ont désormais une puissance économique se rapprochant de certains pays.

Les Etats conservent néanmoins les attributs de la puissance et donc les moyens d'affaiblir les entreprises qui deviendraient un obstacle à la poursuite de l'intérêt général. Les entreprises ont donc elles-mêmes un intérêt à utiliser leur leviers d'influence pas simplement dans une vision court-termiste de maintien des « avantages comparatifs » mais pour co-construire des règles mutuellement bénéfiques sur le moyen et long terme.

Face à ces défis, les acteurs publics et privés doivent donc agir de concert pour s'inscrire dans un modèle durable de développement et réformer leurs gouvernances.

Inégalités

1 %

Part de la population détenant 50 % des richesses mondiales Dette publique

52 000 Md\$

Dette publique à fin 2015 soit 71 % du PIB mondial vs. 57 % du PIB en 2000 Responsabilité

>2000

Nombre de sociétés « B-Corp » aux Etats-Unis

Source: Mirova / Banque Mondiale / Prophil, 2017



### 1.2 Les ODD, une réponse positive aux transitions en cours

Comme tout processus de changement, ces transitions sont sources de risques mais également d'opportunités à saisir. A ce titre, l'ensemble des Nations du monde ont adopté en Septembre 2015 un nouveau programme de développement durable proposé par les Nations Unies, faisant suite aux objectifs du millénaire initiés en 2000. Ce nouvel agenda fixe, à horizon 2030, 17 Objectifs de développement durable (ODD) se déclinant en 169 cibles ayant pour vocation de traiter les principales problématiques sociales et environnementales. Ces ODD peuvent ainsi être lus comme un cap permettant de répondre aux grandes transitions en cours, de manière inclusive et durable.

Figure 1 : les 17 Objectifs de développement durable



Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde



Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre



Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable



Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables



Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge



Établir des modes de consommation et de production durables



Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie



Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions



Égalité des genres : parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles



Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable



Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable



Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité



Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable



Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous



Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous



Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser



Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

Source : Nations Unies



## 1.3 Quelles implications pour un investisseur responsable?

La création de Mirova en 2012, en tant qu'acteur dédié à l'investissement responsable, se veut une réponse à ce constat. Qu'il s'agisse des investissements en actions ou en obligations, cotés ou non cotés, dans des entreprises ou des projets, l'ensemble des investissements Mirova partage la même approche : concilier création de valeur économique, environnementale et sociale. L'application de ces principes nécessite toutefois une déclinaison spécifique par classe d'actifs.

#### **Actions**

Les 4 transitions majeures que nous identifions - écologique, démographique, technologique et de gouvernance - affecteront durablement le fonctionnement de nos économies, et appellent à l'émergence d'un nouveau paradigme socio-économique pour répondre aux objectifs du développement durable définis par les Nations Unies.

Pour les entreprises, l'enjeu majeur sera de développer de nouveaux modèles de croissance durable, inclusifs et compatibles avec les enjeux de la transition énergétique. L'innovation et l'intégration des enjeux du développement durable au cœur des stratégies seront les principaux facteurs de succès. Pour les investisseurs, l'enjeu majeur sera de réorienter la stratégie d'allocation du capital vers ces entreprises innovantes et soutenables qui façonneront et seront les gagnantes du monde de demain.

Ainsi, l'intégration stratégique du développement durable devient aussi un enjeu de compétitivité et de performance soutenable. C'est cette conviction qui constitue le socle de l'approche d'investissement responsable de Mirova sur les actions cotées qui vise à créer de la performance financière à moyen terme tout en contribuant à la préservation du "capital" humain et environnemental, condition nécessaire à la capacité de délivrer des rendements de long terme.

Comment concilions-nous l'atteinte de ces objectifs ? En déployant une gestion active de conviction qui priorise nos investissement sur :

- les acteurs qui proposent des solutions durables avec des impacts positifs sur les objectifs du développement durable (ODD) définis par les Nations Unies,
- les acteurs innovants qui contribueront à la transformation durable de notre monde tout en maitrisant leurs risques ESG. Nous constituons ainsi des portefeuilles d'investissements qui génèrent une triple performance sociale, environnementale et financière que nous cherchons à accroître en conduisant une politique de vote et d'engagement responsable.

#### **Obligations**

Sur le marché obligataire, la recherche de conciliation entre impact positif environnemental, social et financier se traduit par un investissement majeur de Mirova dans la promotion et l'accompagnement du marché des obligations dites soutenables, qui sont au cœur de sa stratégie obligataire.

En effet, appliquer une approche similaire à celle des actions fait peu de sens. L'extrême diversité du marché obligataire pose plusieurs difficultés d'analyse. Tout d'abord, lorsqu'on regarde la décomposition de ce marché selon les enjeux de la transition énergétique en ciblant les entreprises offrant des solutions, l'univers d'investissement se révèle particulièrement limité (<1~% des indices obligataires traditionnels). Ensuite, l'analyse des politiques de développement durable des émetteurs publics ou para-publics est peu pertinente pour un investisseur souhaitant générer de l'impact. Ainsi, une meilleure note ESG d'un Etat mêlant niveau d'éducation, émissions de  $CO_2$  et lutte contre la corruption ne garantira pas que les capitaux apportés seront utilisés de façon plus utile aux enjeux de développement durable que s'ils étaient apportés à un Etat de moins bonne "qualité" ESG.

En revanche, les instruments de dette offrent de nombreuses possibilités d'innovations financières permettant de répondre aux enjeux de développement durable, aux premiers rangs desquels les obligations environnementales et sociales (green et social bonds). Celles-ci se présentent comme une solution idéale pour les investisseurs souhaitant générer de l'impact. En effet, ces obligations servent à financer des projets



ayant pour objectif de générer un impact positif sur l'environnement et/ou la société. En assurant un lien direct entre projets et financement, elles offrent la possibilité à tous les émetteurs obligataires de s'organiser pour rendre visibles et faire financer leurs activités bas-carbone par les investisseurs obligataires.

Depuis sa création, Mirova a favorisé l'émergence du marché des obligations vertes et sociales. Par ces travaux de recherche, par sa présence active et engagée dans les instances de place internationales (« Green Bond Principles » et « Climate Bonds Initiatives » notamment) et nationales (Label TEEC, Paris Europlace), par son dialogue régulier et constructif avec les acteurs de marché et, bien évidemment, par ses efforts d'investissement.

Ce positionnement fort se fait au travers de solutions obligataires qui intègrent en totalité ou large proportion des investissements en obligations vertes et sociales (« green bonds » et « social bonds »). Ainsi, depuis sa création, le poids des obligations vertes et sociales n'a cessé de progresser dans la gestion obligataire de Mirova et représente dorénavant près de 1 Md€.

#### **Infrastructures**

En raison de la croissance de la dette publique, les Etats se désengagent du financement des infrastructures (transports publics, aéroports, énergie, assainissement, hôpitaux, prisons, etc.). Pourtant, comme le mentionnent les objectifs de développement durable (Objectif 9), il existe clairement un besoin de financement d'infrastructures « durables ». Répondre à ce besoin passe par :

Trouver des alternatives aux fonds publics pour financer les infrastructures

Plusieurs programmes, aussi bien au niveau national que supra national, ont été lancés pour mobiliser les investissements de long terme en direction des besoins en infrastructures. L'accent est mis, soit sur le financement public, soit sur le financement privé. Il existe toutefois un consensus sur le fait que seule une combinaison de ces deux sources est susceptible de répondre à l'enjeu.

Orienter ces investissements vers des projets « positifs » d'un point de vue social et environnemental

Certains projets ont un impact environnemental ou social positif direct (énergies renouvelables, hôpitaux, écoles). Dans d'autres cas, les bénéfices environnementaux et/ou sociaux envers la société sont moins tangibles, voire inexistants. Par ailleurs, la construction de grands équipements génère parfois des effets collatéraux négatifs, aussi bien sociaux qu'environnementaux. Dès lors, l'évaluation des impacts doit s'appuyer sur une expertise adaptée en fonction des typologies de projets et des zones géographiques susceptible d'appréhender l'ensemble de ces aspects.

Les solutions d'investissement en infrastructures proposées par Mirova répondent à ces enjeux avec notamment :

- des fonds investis en Europe dans le secteur des énergies renouvelables (éolien, solaire, biomasse,...),
- des fonds d'investissement dans des projets d'utilité publique en France et en Europe, via notamment des partenariats public-privé ou des délégations de service publique.

Afin de s'assurer de la qualité environnementale et sociale des projets, chaque actif est évalué en prenant en compte, en plus des critères de rendement et des modalités de gouvernance des projets, les éléments sociaux et environnementaux. Ces analyses sont revues lors des comités d'investissement et servent de base aux démarches d'engagement avec les porteurs de projets.

#### Solidaire

En France, Mirova est également un acteur de référence du financement de l'économie sociale et solidaire. Nous sommes un partenaire stratégique de France Active, acteur clé du secteur avec lequel nous avons notamment développé une stratégie centrée autour de la problématique de l'emploi en France. Nous sommes également financeur de nombreuses structures importantes grâce notamment au développement d'une offre spécifique dans l'épargne salariale.



# 2. Evaluation de la qualité environnementale et sociale

L'application de notre philosophie implique une évaluation de la qualité environnementale et sociale de tous les actifs afin de guider les choix d'investissement et de transmettre à nos clients les résultats de notre démarche.

## 2.1 Notre approche

Notre analyse des enjeux de développement durable s'appuie sur les principes suivants.

#### Une approche Risques / Opportunités

L'atteinte des ODD implique la prise en compte de deux dimensions, pouvant souvent se compléter.

- Capter les opportunités: le positionnement sur l'innovation technologique et sociétale lorsqu'elle devient un élément structurant du projet économique permet aux entreprises de capter les opportunités liées aux transitions en cours.
- **Gérer les risques :** une « ré-internalisation des externalités sociales et environnementales », souvent sous la forme d'une gestion des enjeux diffus du développement durable, permet de limiter les risques associés aux transitions en cours.

Cette structure d'analyse accordant une importance égale aux opportunités et aux risques constitue notre premier prisme de lecture des enjeux de développement durable.

#### Des enjeux ciblés et différenciés

Notre analyse des risques et des opportunités cherche à se concentrer sur les points les plus susceptibles d'avoir un impact concret sur les actifs étudiés et sur la société dans son ensemble. Par ailleurs, les enjeux auxquels font face les différents agents économiques sont très différents d'un secteur à l'autre et peuvent même différer sensiblement au sein d'un même secteur.

Dès lors, nos démarches d'analyse se concentrent sur un nombre limité d'enjeux adaptés aux spécificités de chaque actif étudié.

#### Une vision sur l'ensemble du « cycle de vie »

Afin d'identifier les enjeux susceptibles d'avoir un impact sur un actif, l'analyse des enjeux environnementaux et sociaux nécessite de considérer l'ensemble du cycle de vie des produits et services, depuis l'extraction des matières premières jusqu'à la fin de vie des produits. Par exemple, si dans le secteur textile un focus important est réalisé sur les conditions de travail chez les fournisseurs, chez les producteurs automobiles, l'accent sera plus mis sur la question de la consommation d'énergie lors de l'utilisation des produits.

#### Une échelle de notation qualitative

Le principal résultat de ces analyses est la production d'une opinion qualitative globale en cinq niveaux permettant d'apprécier le niveau d'adéquation de l'actif avec les objectifs de développement durable.



Figure 2 : Echelle d'évaluation « Développement Durable » Mirova

Source : Mirova



Cette échelle de notation étant définie par rapport à l'atteinte des objectifs de développement durable, elle ne présuppose pas a priori une distribution particulière des notations, que ce soit au global ou par secteur. Seuls les actifs avec une opinion a minima Neutre sont éligibles pour les investissements Mirova, avec une volonté d'investir de manière prioritaire dans les actifs les mieux évalués. Ainsi, dans le secteur de l'énergie, les sociétés impliquées dans l'extraction de charbon et de pétrole sont notées au mieux en Risque (donc non investissables) alors que les sociétés du secteur des énergies renouvelables bénéficient de notations plutôt positives.

#### **Evaluer l'impact : le carbone comme premier indicateur**

Au-delà d'une appréciation qualitative, il existe aujourd'hui des attentes croissantes sur la communication d'indicateurs « physiques » (tonnes de CO<sub>2</sub>, m<sup>3</sup> d'eau, nombre d'emplois...) permettant de démontrer l'impact des stratégies d'investisseur responsable.

La réponse à ces attentes se concrétise pour Mirova par le développement d'un premier indicateur physique sur le carbone, en partenariat avec la société Carbone4<sup>1</sup>. La méthodologie choisie permet d'évaluer l'ensemble des actifs en approche cycle de vie, prenant en compte l'activité directe de l'entreprise mais aussi ses fournisseurs et l'utilisation de ses produits. En ligne avec la philosophie Mirova, elle cherche à évaluer les risques mais également les opportunités associées à la question de la transition énergétique en fournissant, en plus des émissions induites par l'activité de l'entreprise, une mesure des émissions évitées par rapport à un scénario de référence.

A l'échelle du portefeuille, l'agrégation des émissions induites et évitées sont prises en compte afin de donner un niveau d'adéquation avec les scénarios climatiques produits par les institutions internationales comme le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) ou l'IEA (International Energy Agency).

- ▶ 2°C. Il existe un consensus international sur la volonté de limiter la hausse des températures à 2°C afin d'éviter les effets les plus graves du changement climatique. Ce scénario implique de fortes réductions des émissions de gaz à effet de serre dans les décennies à venir. L'accord de Paris mentionne également un scénario encore plus ambitieux permettant de limiter la hausse des températures à 1,5°C.
- ▶ 4°C. Ce scénario d'une augmentation de 4°C correspond au résultat le plus probable si les engagements climatiques en vigueur aujourd'hui sont respectés.
- 6°C. Ce scénario d'augmentation des températures de 6°C qui aurait des conséquences catastrophiques au niveau mondial est le scénario le plus probable si aucun changement n'est réalisé dans les modes de production et de consommation actuels.

140 120 Emissions annuelles (Gt CO2 eq/an) 100 80 60 40 20 +2°C 0 1980 2000 2020 2040 2060 2080 2100

Figure 3: Scénarios d'émissions

Source: Mirova / IPCC



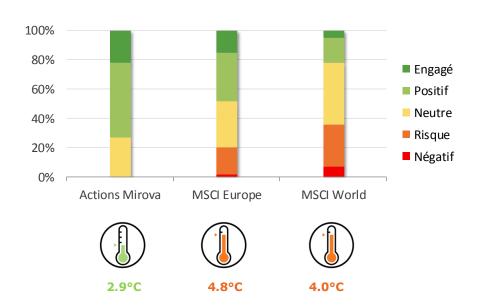
<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Voir notre publication « Estimating Portfolio Coherence with Climate Scenario »

## 2.2 Evaluation par classe d'actifs

#### **Actions**

L'évaluation des stratégies Action Mirova a été réalisée sur l'ensemble des fonds ouverts aux investisseurs à fin 2016 soit : Mirova Euro Sustainable Equity, Mirova Europe Sustainable Equity, Impact ES Actions Europe, Insertion Emplois Dynamique, Mirova Europe Environmental Equity Fund Mirova Europe Real Estate Securities Fund, Mirova Global Sustainable Equity. Ces fonds représentent un actif sous gestion de 2,4 Md€ au 31/12/2016.

Figure 4 : Actions Mirova Répartition des opinions « développement durable » et évaluation carbone au 31/12/2016



	<b>Actions Mirova</b>	MSCI Europe	MSCI World	
Emissions induites (tCO2/M€)	69	216	145	
Emissions évitées (tCO2/M€)	-16	-14	-14	
Taux de couverture	100.0%	99.9%	98.9%	
	Actions Mirova	MSCI Europe	MSCI World	
Engagé	22%	13%	5%	
Positif	51%	31%	17%	
Neutre	27%	30%	42%	
Risque	0%	19%	29%	
Négatif	0%	7%	7%	
Total	100%	100%	100%	
Taux de couverture	99.4%	99.9%	99.2%	

Source : Mirova

Conformément à leurs processus d'investissement, les fonds Action Mirova privilégient fortement les entreprises qui apportent des solutions aux enjeux du développement durable (73 % de Positif et Engagé à fin 2016 contre 44 % pour l'indice MSCI Europe et 22 % pour le MSCI World) et ne comportent bien évidemment aucun actif évalué en Risque ou en Négatif.

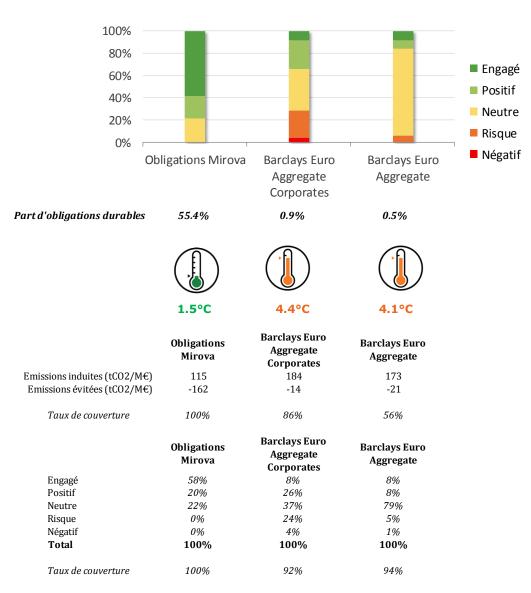
D'un point de vue carbone, nous estimons qu'à fin décembre 2016, les fonds Mirova sont globalement en ligne avec une hausse des températures de 2,9°C. Ce profil climat est bien meilleur que les principaux indices de marché, plutôt en ligne avec des scénarios de 4°C à 5°C, en raison à la fois de l'absence

d'investissement dans les entreprises très émettrices en CO2 et de l'investissement important dans des sociétés engagées dans l'économie bas carbone. Néanmoins, il reste en-deçà de ce qui est souhaitable i.e. un maximum de 2°C. De nouvelles opportunités d'investissements vertueuses sur le plan climatique et économique devraient nous permettre d'atteindre ce seuil en 2017.

#### **Obligations**

L'évaluation de la gamme Obligations Mirova a été réalisée sur l'ensemble des fonds ouverts aux investisseurs à fin 2016 soit : Impact ES Oblig Euro, Mirova Euro Green And Sustainable Bond Fund, Mirova Euro Green And Sustainable Corporate Bond, Mirova Green Bond - Global. Ces fonds représentent un actif sous gestion de 1,4 Md€ au 31/12/2016.

Figure 5 : Obligations Mirova Répartition des opinions « développement durable » et évaluation carbone au 31/12/2016<sup>2</sup>



Source : Mirova

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Mirova évalue actuellement en « Neutre » la quasi-totalité des émetteurs Souverains de la zone Euro. Cette évaluation explique la part très dominante des « Neutre » dans l'indice Barclays Euro Aggregate qui comporte 73 % d'émetteurs souverains, agences, supranationaux dont 60 % d'émetteurs souverains de la zone Euro. Pour renforcer l'impact environnemental et social de nos fonds, nos investissements sur ces émetteurs (45 % de nos investissements) se focalisent sur les obligations durables, aujourd'hui principalement réalisées par les agences et les supranationaux.



Pour toutes ses stratégies obligataires, Mirova a fait le choix d'orienter en majorité - 55 % à fin 2016 - ses investissements vers les obligations durables, obligations vertes (« green bonds ») et obligations sociales (« social bonds »). Cette orientation vers des projets apportant des solutions aux enjeux du développement durable se reflète dans la répartition des évaluations avec près de 80 % de l'actif évalué Positif ou Engagé contre environ 30 % pour l'indice Barclays Euro Aggregate Corporates et environ 15 % pour l'indice Barclays Euro Aggregate.

D'un point de vue climat, la forte implication des fonds dans les obligations vertes (42 %) qui financent majoritairement des projets d'énergies renouvelables ou d'efficacité énergétique, permettent aux fonds obligataires d'avoir un impact carbone en ligne avec les scénarios climat les plus ambitieux, soit une limitation de la hausse des températures à 1,5°C.

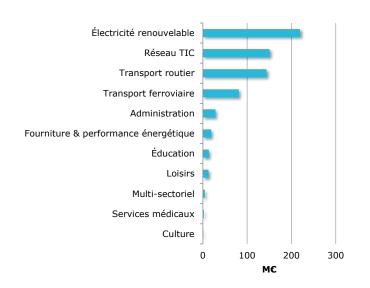
#### **Infrastructures**

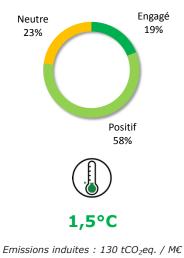
L'évaluation de la gamme Infrastructures Mirova a été réalisée sur l'ensemble des encours investis à fin 2016 par les fonds d'infrastructures suivants :

- Infrastructures généralistes : BTP Impact Local (BTP IL), Mirova Core Infrastructure (MCIF), Fonds d'Investissement et de Développement des PPP 2 (FIDEPPP 2)
- Infrastructures renouvelables : EuroFideme 2, Mirova EuroFideme 3<sup>3</sup>

Les montants investis dans les projets à fin 2016 s'élèvent à 676 M€ sur les 1,6 Md€ gérés par les fonds d'infrastructures.

Figure 6 : Infrastructures Mirova - Segmentation par typologie de projets, répartition des opinions « développement durable » et évaluation carbone au 31/12/2016





Emissions évitées : -155 tCO₂eq. / M€

Source: Mirova

Près de 75 % des investissements en infrastructures sont réalisés dans des projets à impact positif ou engagé vis-à-vis des enjeux de développement durable, principalement des projets d'énergie renouvelable, d'accès pour tous aux technologies de l'information et de la communication, de transport ferroviaire, de performance énergétique ou d'éducation. Les projets évalués en Neutre correspondent essentiellement à des projets routiers ou des bâtiments administratifs où les infrastructures apportent un bénéfice environnemental et social plus indirect mais avec une gestion des risques maitrisée.

D'un point de vue carbone, la forte implication des investissements dans les projets d'énergie renouvelable et l'absence d'investissement dans des projets très contributeurs au niveau carbone permettent aux fonds d'infrastructures d'avoir au global un impact carbone en ligne avec les scénarios climat les plus ambitieux, soit une limitation de la hausse des températures à 1,5°C.



<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> FIDEME : Fonds d'investissements de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

### 3. Vote

### 3.1 Notre politique de vote

Nous portons une vision de l'entreprise qui s'appuie sur des convictions fortes se distinguant de la conception traditionnelle et contractuelle de l'entreprise telle qu'elle s'est développée depuis les années 1970.

#### La recherche d'une création de valeur économique, sociale et environnementale

Tout d'abord, nous considérons comme dépassée la conception classique de création de valeur d'une entreprise comme étant simplement la création de richesse monétaire. Nos sociétés, globalisées, interconnectées et ouvertes, font face à de nombreux enjeux de développement durable (changement climatique, épuisement des ressources non renouvelables, sécurité alimentaire, et croissance des inégalités) qui inscrivent les critères environnementaux et sociaux au rang des éléments qui composent la valeur d'une entreprise. Pour être pérenne, en sus de sa nécessaire rentabilité économique, l'entreprise elle-même se doit de rendre compte de cette valeur ajoutée environnementale et sociale de long-terme.

#### Une vision partenariale de l'entreprise

Par ailleurs, bien que les actionnaires soient effectivement propriétaires des actions du support juridique qu'est la société en tant que personne morale, les considérer comme propriétaires de tout ce qui constitue une entreprise, et notamment de son « projet », serait abusif. Une entreprise est bien plus qu'un ensemble contractuel ou qu'une valorisation financière : elle porte un projet. Penser le contraire serait ignorer que l'entreprise est elle-même un lieu d'innovation et de valorisations croisées, fruit de la participation de multiples parties prenantes : les actionnaires bien sûr, dont le rôle fondamental est d'apporter non seulement des capitaux mais aussi de soutenir le projet d'entreprise qu'ils honorent d'une confiance sans cesse renouvelée, les créanciers (qu'ils soient banquiers ou investisseurs) qui constituent l'essentiel des apports en capitaux financiers, les salariés dont l'implication est plus que jamais cruciale dans un monde compétitif où l'innovation est devenue un des facteurs clés de succès, ou encore la société dans son ensemble à travers l'Etat et les communautés locales, qui garantissent infrastructures et attractivité d'un territoire, mais aussi les clients et le grand public qui assurent l'acceptabilité sociale de l'entreprise. Le(s) dirigeant(s) sont dès lors bien plus que des exécutants au service des actionnaires. En tant que mandataire social, il(s) porte(nt) avant tout un projet d'action collective. En conséquence, le gouvernement d'entreprise appelle à être repensé afin que nous dépassions le paradigme de la théorie de l'agence, qui constitue actuellement le principal cadre de référence des bonnes pratiques de gouvernance orientées exclusivement vers une profitabilité financière au bénéfice des actionnaires.

#### Se réapproprier les questions de vote

Enfin, nous restons convaincus que l'infrastructure de marché, telle qu'elle existe aujourd'hui, ne permet pas un exercice optimal de la responsabilité fiduciaire dont les investisseurs sont porteurs. La montée en puissance des investisseurs institutionnels dans le capital des entreprises à la fin des années 1990 a contribué à l'émergence d'un capitalisme de marché financier dans lequel l'actionnariat est complètement dispersé. S'ajoutant à cela, les obligations légales relatives à l'application des droits de vote des sociétés de gestion d'OPCVM ont contribué à l'augmentation du volume et du coût du vote pour ces investisseurs institutionnels. Dans le but de faciliter l'exercice de leurs droits de vote, ces derniers ont cherché à centraliser le processus de vote, amenant à un recours plus fréquent, si ce n'est systématique, aux politiques de vote « standards » des *proxy advisors*, qui s'appuient sur une vision actionnariale de l'entreprise et qui imposent une conception standardisée des pratiques de gouvernance.

Cette conception de l'entreprise nous a ainsi amenés à repenser nos principes de bonne gouvernance. En tant qu'investisseur responsable, Mirova a décidé d'adopter une politique de vote portant sur les problématiques essentielles auxquelles les entreprises font face dans ce nouveau contexte marqué par les enjeux du développement durable. Nous valorisons notamment :

- la mise en place d'un conseil intégrant de façon équilibrée les parties prenantes et prenant résolument en charge les enjeux de RSE,
- une juste rémunération des différentes parties prenantes, avec notamment une prise en compte des critères environnementaux et sociaux dans la rémunération des dirigeants,
- la transparence et qualité de l'information financière et extra-financière, à travers la mise en œuvre d'un reporting intégrant les enjeux de développement durable.

Ces principes constituent par ailleurs les axes d'engagement prioritaires sur lesquels Mirova met l'accent dans le cadre de son dialogue avec les émetteurs dans l'exercice de ses droits de vote, car nous n'ignorons pas que ce discours au service d'une transformation de la gouvernance des entreprises suscitera des débats légitimes qui nous permettront d'améliorer, dans la durée, nos principes et modes d'actions.

## 3.2 Rapport de vote 2016

En 2016, le périmètre de vote était composé de **215** valeurs détenues dans 16 fonds gérés par Mirova<sup>4</sup>. Le taux de contestation moyen (votes "contre" et "abstention") était de **30** % en 2016.

#### Répartition des votes par sujets

Les taux de contestation par sujet sont illustrés en Figure 7.

67% 40% 37% 31% 24% 11% 10% Amendement de Equilibre des Fonctionnement Répartition de la Résolutions Structure Transparence et et formalités de statuts pouvoirs valeur d'actionnaires financière qualité de l'information I'AG

Figure 7 : taux de contestation par sujet

Source : Mirova

En ligne avec notre politique de vote cherchant à mettre un accent particulier sur les questions de répartition de la valeur entre les différentes parties prenantes, les résolutions relatives à ce sujet ont fait l'objet des taux des contestations les plus élevés.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Le périmètre couvre 6 fonds dédiés et 10 fonds ouverts (Impact Es Actions Europe, Insertion Emplois Dynamique, Mirova Euro Sustainable Equity, Mirova Europe Environmental Equity Fund Mirova Europe Real Estate Securities Fund, Mirova Europe Sustainable Equity, Mirova Global Sustainable Equity, Mirova US Global Sustainable Equity Fund, Mirova Global Transition Energy Equity Fund, Mirova Global Water & Agriculture Equity Fund).



La catégorie "Répartition de la valeur" couvre toutes les résolutions liées à la rémunération des différentes parties prenantes qui concourent à la création de valeur au sein de l'entreprise : les actionnaires (dividendes), les salariés (plans d'épargne) et les dirigeants (structures de rémunération). Cette catégorie inclut également la rémunération versée aux administrateurs dans la mesure où les modalités de leur rémunération peuvent impacter le bon exercice de leurs compétences dans l'intérêt général de l'entreprise et de toutes ses parties prenantes.

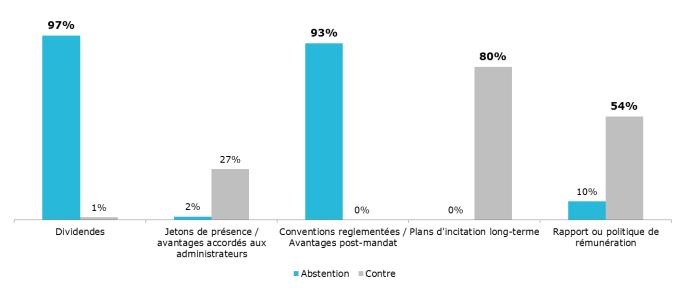


Figure 8 : Répartition de la valeur - Détails des taux de contestation

Source : Mirova

Sur les dividendes, en ligne avec notre politique de note, nous questionnons la légitimité d'une partie prenante spécifique à se prononcer sur la rémunération d'une autre et choisissons, par principe, de nous abstenir sur les résolutions touchant à des principes de rémunération définis ex ante.

Concernant les résolutions portant sur des mécanismes de rémunération et leur mise en œuvre (rapport sur les rémunérations et plans d'incitation long-terme à destination des dirigeants et/ou salariés), Mirova s'y oppose lorsqu'ils ne comportent pas de critères de performance liés aux enjeux environnementaux et sociaux.

#### Répartition des votes par zone géographique

	Pour	En %	Contre	En %	Abstention	En %	Total	
Amérique	513	73%	158	23%	37	5%	708	
Asie	99	72%	32	24%	6	5%	137	
Europe	1750	69%	599	24%	202	8%	2551	
Total	2362	70%	789	23%	245	7%	3396	

Le taux de contestation en Europe (32 %) était légèrement plus élevé qu'en Amérique (28 %) et Asie (32 %), ce qui s'explique notamment par le fait que les agendas de sociétés européennes proposent au vote des actionnaires un éventail de sujets plus large et diversifié. Ainsi, l'Europe concentrait par exemple 84 % des résolutions sur le thème « Rémunérations » et 86 % des résolutions sur le thème « Transparence de l'information », deux thématiques qui sont sujettes à un niveau particulièrement élevé de contestation de la part de Mirova.

# 4. Engagement

## 4.1 Notre approche de l'engagement

L'analyse des enjeux ESG dans le cadre des processus d'investissement ou du vote en assemblée générale s'accompagne de démarches d'engagement avec les émetteurs et les pouvoirs publics. Notre stratégie d'engagement poursuit deux objectifs :

# 1. Améliorer les produits et les pratiques des entreprises d'un point de vue environnemental, social, et de gouvernance

La mise en œuvre de cet objectif passe par deux types d'actions d'engagement :

- L'engagement individuel : améliorer les pratiques ESG des sociétés en portefeuille par un dialogue continu.
- L'engagement collaboratif : engager le dialogue avec d'autres investisseurs concernant des pratiques controversées au niveau d'un secteur ou d'un groupe d'entreprises.
  - Appliquer notre vision de l'investissement à son propre marché, afin d'améliorer les normes et les réglementations du secteur financier en faveur de pratiques d'investissement durable et de long terme.

Mirova s'engage, via la mise en œuvre de ses activités de plaidoyer à promouvoir des régulations (réglementations, standards, labels) et des pratiques de la part des acteurs de la place financière qui soient favorables à l'investissement durable créateur de valeur à long terme.

2. Amélioration et Amélioration des pratiques de l'entreprise **OBJECTIFS** développement du marché de **I'IR BUT** IR REGULATEURS DE MARCHE ENTREPRISES **FINAL Engagement individuel Engagement collaboratif** Plaidoyer **MOYENS** avec les entreprises, les secteurs, et Engagement continu + vers les institutions et les normes de D'ENGAGEMENT exercice des droits de vote marché IR les politiques **AVEC QUI**  Les entreprises · Plusieurs entreprises relevant du Secteur d'investissement responsable / individuellement même secteur associations professionnelles **ENGAGE-T-**Associations sectorielles / • Acteurs dans la rédaction des politiques ON? professionnelles publiques / organismes de Régulateurs réglementation publics QUI Parties prenantes relatives (ONG, Parties prenantes relatives (organisations internationales, ONG, etc.) S'ENGAGE? පුදුදු Ch ou BChB Autres investisseurs (investisseurs institutionnels, gestionnaires de

Figure 9 : Schéma de principe de la stratégie d'engagement Mirova

IR: Investissement Responsable

fonds)

Source : Mirova



## 4.2 Principaux résultats 2016

#### **Engagement individuel**

L'engagement individuel consiste à interagir en direct avec les entreprises les plus représentées dans les portefeuilles de Mirova et de ses clients afin d'encourager l'amélioration de leurs pratiques ESG et ce sur toutes les classes d'actifs sur lesquelles nous sommes présents : actions, taux (avec un engagement particulier sur les obligations environnementales et sociales) et infrastructures. Ce dialogue fait partie intégrante de notre analyse et de l'exercice de nos droits de vote.

Figure 10 : Principaux chiffres en matière d'Engagement

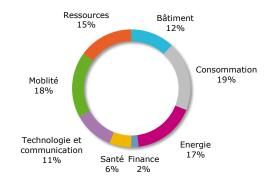


`196 entreprises ciblées

**319 réunions** et prises de contact menées auprès des entreprises ciblées, portant sur les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance clés des sociétés

2 sujets transverses en 2016 :

- l'amélioration de la gouvernance de la RSE
- le reporting carbone





Vote

 $^{1}82$  sociétés ayant fait l'objet de démarches d'engagement dans le cadre du vote

Principaux thèmes d'engagement liés au vote : responsabilisation et représentativité des instances de gouvernance, équité des rémunérations entre les différentes parties prenantes, prise en compte des enjeux environnementaux et sociaux dans la gouvernance.



**`34** émetteurs ciblés

Engagement conduit en amont d'une émission potentielle, au moment de l'émission et après le reporting annuel sur 4 thèmes principaux : l'utilisation des fonds, la réduction des risques ESG, la qualité du reporting et la mesure d'impact.



Infrastructures responsables

`26 projets concernés par l'engagement

Principaux thèmes d'engagement : le reporting environnemental et social, la dynamique de l'emploi, la performance énergétique des bâtiments, le soutien aux infrastructures de transport pour une mobilité verte.

#### **Engagement collaboratif**

L'engagement collaboratif consiste à identifier des pratiques controversées au niveau d'un secteur ou d'un groupe d'entreprises et à engager le dialogue pour demander plus de transparence, et le cas échéant l'évolution des pratiques controversées. Afin de renforcer la capacité d'influence des investisseurs responsables, ces actions sont souvent menées par plusieurs investisseurs qui se réunissent autour d'un même objectif. L'engagement est alors poursuivi durant différentes phases jusqu'à ce qu'il débouche sur des résultats tangibles qui peuvent être suivis dans le temps. Les actions portent d'abord sur les émetteurs, puis lorsque cela s'avère nécessaire, sont étendues au niveau d'organisme de place ou auprès du régulateur.

Mirova a lancé en 2014 sa propre plateforme d'engagement collaboratif, constituée de ses propres experts et de représentants de ses clients, afin de se doter d'un véritable levier pour influer, à travers un dialogue étroit avec les entreprises et les instances de place, sur les pratiques les plus controversées de ces dernières.

`2 initiatives collaboratives portées par la plateforme d'engagement Mirova

# Exploration des ressources pétrolières en Arctique offshore

# Initiée en 2014 pour encourager une transparence effective

En 2016, Mirova et ses partenaires ont publié une déclaration d'investisseurs au Conseil de l'Arctique, avec le soutien de 18 investisseurs et représentant 5000 milliards d'euros d'actifs sous gestion

# Conditions de travail dans la chaîne d'approvisionnement dans les secteurs textile et TIC

- Initiée en 2014 pour encourager les entreprises à adhérer à des niveaux de transparence plus élevés dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement
- En 2016, Mirova a rejoint la SAC pour soutenir la création d'une chaîne d'approvisionnement plus responsable dans le secteur textile
- ▶ En 2016, Mirova a rejoint l'EICC, qui rassemble certains des acteurs principaux du secteur, afin de pousser ses efforts d'engagement

Dans le cadre de sa stratégie, Mirova soutient également des initiatives collaboratives portées par d'autres investisseurs, en particulier à travers les PRI.

Soutien à  $oldsymbol{1}$  initiatives collaboratives portées par des investisseurs

Participation active à 3 initiatives au sein des PRI (nominations aux conseils, fracturation hydraulique, droits humains dans le secteur minier)

#### **Plaidoyer**

Les principaux objectifs de Mirova en matière de plaidoyer pour la période 2016-2018 sont :

- Mettre en place un cadre de marché favorable au développement de la finance à impact positif en matière environnementale et sociale, via la promotion de la finance durable
- Donner les moyens aux investisseurs d'identifier les besoins et les opportunités d'investissement durable, par les réflexions en matière de reporting extra-financier, de standardisation et de labels
- Lever les barrières et structurer les outils pour permettre le développement d'un marché de l'investissement durable, via les réflexions concernant les questions de structuration des produits, de standardisations et de labels, d'incitations
- Renforcer la place de l'investissement durable au sein de la finance, en intégrant ces contributions à des réflexions plus larges sur le système financier et les places financières



#### Synthèse 2016 des activités de plaidoyer

#### Développement de la finance durable

- Réponses à la consultation de la Commission
   Européenne concernant l'investissement durable et de long terme
- Soutien à des déclarations d'investisseurs pour favoriser l'investissement responsable dans la responsabilité fiduciaire, et la mise en œuvre rapide par les gouvernements du G20 de l'Accord de Paris sur le climat

#### Amélioration du reporting ESG

- Réponses à la consultation de la Commission
   Européenne concernant le reporting non-financier
- Soutien à différents courriers de plaidoyer et déclarations d'investisseurs en faveur de l'intégration ESG (courrier à la Commission de Sécurité des Echanges américaine, déclaration d'investisseurs en faveur de l'intégration ESG dans les notations crédit)

#### Promotion d'initiatives spécifiques

- Coordination par Mirova d'un rapport pour l'association de la place financière de Paris, Paris EUROPLACE, avec 15 propositions pour le lancement de l'initiative Paris Green and Sustainable Finance
- Candidature de Mirova au High-Level Expert Group (HLEG) on sustainable finance de la Commission Européenne

# Soutien à la recherche universitaire et aux réflexions sur la finance durable

- Soutien financier à la chaire Universitaire Energie et Prosperité (ENS, Ecole Polytechnique, ENSAE ParisTech, Institut Louis Bachelier)
- Participation aux réflexions du Cambridge Institute for Sustainability Leadership, notamment en matière de reporting d'impact

#### **Publications**

 Papier de prise de position en faveur du financement des Objectifs de Développement Durable de l'ONU Soutien et participation de Mirova aux organisations professionnelles du secteur de l'ISR aux niveaux national, européen et mondial

Figure 11 : Organisations professionnelles auxquelles Mirova participe

International

Intern

Promotion de l'investissement durable au sein d'associations industrielles et d'initiatives spécifiques



Source : Mirova



# Conclusion

Pour Mirova, agir en investisseur responsable, c'est d'abord être conscient que l'allocation de capital, loin d'être neutre, a des impacts majeurs sur notre économie et donc notre société. C'est aussi être conscient que dans un monde en profonde mutation, qui fait face à de nouveaux défis de développement durable, la conception même de la valeur doit être réinventée afin de dépasser la vision étroite, et aujourd'hui néfaste, dans laquelle tout serait fongible dans un seul agrégat de mesure qu'est le capital financier. D'évidence, il convient aujourd'hui non seulement de prendre en compte les trois dimensions du « capital » à savoir environnemental, humain, et financier mais aussi de chercher, a minima, à préserver chacun d'entre eux. Une croissance soutenable du capital humain et financier n'est aujourd'hui plus possible en continuant à altérer le capital environnemental. Plus que jamais il est aussi important de rappeler que le capital financier ne peut que se développer dans une société prospère dans son ensemble. Notre rôle est de mobiliser le capital financier que nous confient nos clients pour leur apporter des solutions pérennes. L'ensemble de nos stratégies d'investissement cherche donc à dégager une valeur financière, sociale et environnementale. Au contraire, notre contribution au financement de l'économie nous place dans une situation privilégiée pour constater le foisonnement des initiatives et solutions techniques, organisationnelles et humaines qui visent à apporter des solutions aux enjeux d'un développement durable. Par notre soutien financier nous favorisons le développement de ces solutions qui, par leur succès, non seulement pourront assurer les conditions nécessaires à la préservation de rendements à long-terme, mais délivreront aussi des rendements supérieurs à ceux de l'ancienne économie sur nos horizons d'investissement.

Notre vision exigeante de l'investissement responsable est donc la plus à même de répondre à l'attente des épargnants, du moins ceux qui pensent que « *Prends l'oseille et tire-toi*!» est certes un bon film mais un mauvais conseil.

# Mentions légales

Ces informations sont destinées exclusivement à une clientèle de professionnels au sens de la directive MIF. Si tel n'est pas le cas et si vous receviez ce document et/ou toute pièce jointe par erreur, merci de le(s) détruire et de le signaler immédiatement à Mirova.

Les fonds mentionnés dans le document ont été agréés et font l'objet d'un document d'information clé pour l'investisseur (DICI) et d'un prospectus. Le DICI du fonds doit obligatoirement être remis préalablement à toute souscription. Les documents de référence du fonds (DICI, prospectus et document périodique) sont disponibles sur simple demande auprès de MIROVA et sur le site internet www.mirova.com.

Ces investissements sont soumis à un risque de perte en capital.

Les produits ou services ne prennent en compte aucun objectif d'investissement, situation financière ou besoin spécifique du destinataire en particulier. Mirova ne saurait être tenue pour responsable des pertes financières ou d'une quelconque décision prise sur le fondement des informations figurant dans ce document et n'assume aucune prestation de conseil, notamment en matière de services d'investissement.

Ce document est non contractuel et à caractère purement informatif. Il est strictement confidentiel et les informations qu'il contient sont la propriété de Mirova. Il ne saurait être transmis à quiconque sans l'accord préalable et écrit de Mirova. De même, toute reproduction, même partielle, est interdite sans l'accord préalable et écrit de Mirova. La distribution, possession ou la remise de ce document dans ou à partir de certaines juridictions peut être limitée ou interdite par la loi. Il est demandé aux personnes recevant ce document de s'informer sur l'existence de telles limitations ou interdictions et de s'y conformer.

L'information contenue dans ce document est fondée sur les circonstances, intentions et orientations actuelles et peuvent être amenées à être modifiées. Mirova ne porte aucune responsabilité concernant les descriptions et résumés figurant dans ce document. Mirova ne s'engage en aucune manière à garantir la validité, l'exactitude, la pérennité ou l'exhaustivité de l'information mentionnée ou induite dans ce document ou toute autre information fournie en rapport avec le Fonds. Aussi, Mirova n'assume aucune responsabilité pour toutes les informations, quelle qu'en soit la forme, contenues, mentionnées ou induites, dans ce document ou en cas d'éventuelles omissions. Toutes les informations financières notamment sur les prix, marges ou rentabilités sont indicatives et sont susceptibles d'évolution à tout moment, notamment en fonction des conditions de marché. Mirova se réserve le droit de modifier ou de retirer ces informations à tout moment sans préavis. Plus généralement, Mirova, ses sociétés mères, ses filiales, ses actionnaires de référence, les fonds qu'elle gère ainsi que leurs directeurs, administrateurs, associés, agents, représentants, salariés ou conseils respectifs rejettent toute responsabilité à l'égard des lecteurs de ce document ou de leurs conseils concernant les caractéristiques de ces informations. Par ailleurs, la remise de ce document n'entraîne en aucune manière une obligation implicite de quiconque de mise à jour des informations qui y figurent.

#### **Notes additionnelles**

Le présent document est fourni uniquement à des fins d'information aux prestataires de services d'investissement ou aux autres Clients Professionnels et, lorsque la réglementation locale l'exige, uniquement sur demande écrite de leur part. Il relève de la responsabilité de chaque prestataire de services d'investissement de s'assurer que l'offre ou la vente de titres de fonds d'investissement ou de services d'investissement de tiers à ses clients respecte la législation nationale applicable.

En France Le présent document est fourni par NGAM S.A. ou sa succursale de NGAM Distribution. NGAM S.A. est une société de gestion luxembourgeoise qui est autorisée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, constituée conformément à la loi luxembourgeoise et immatriculée sous le numéro B 115843. Siège social de NGAM S.A.: 2 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. France: NGAM Distribution (immatriculée sous le numéro 509 471 173 au RCS de Paris). Siège social: 21 quai d'Austerlitz, 75013 Paris.

Les entités susmentionnées sont des unités de développement commercial de Natixis Global Asset Management S.A., la holding d'un ensemble divers d'entités de gestion et de distribution de placements spécialisés présentes dans le monde entier. Les filiales de gestion et de distribution de Natixis Global Asset Management mènent des activités réglementées uniquement dans et à partir des pays où elles sont autorisées. Les services qu'elles proposent et les produits qu'elles gèrent ne s'adressent pas à tous les investisseurs dans tous les pays.

Bien que NGAM S.A. considère les informations fournies dans le présent document comme fiables, elle ne garantit pas l'exactitude, y compris celles des tierces parties, l'adéquation ou le caractère complet de ces informations.

La remise du présent document et/ou une référence à des valeurs mobilières, des secteurs ou des marchés spécifiques dans le présent document ne constitue en aucun cas un conseil en investissement, une recommandation ou une sollicitation d'achat ou de vente de valeurs mobilières, ou une offre de services. Les investisseurs doivent examiner attentivement les objectifs d'investissements, les risques et les frais relatifs à tout investissement avant d'investir. Les analyses et les opinions mentionnées dans le présent document représentent le point de vue de (des) l'auteur (s) référencé(s). Elles sont émises à la date indiquée, sont susceptibles de changer et ne sauraient être interprétées comme possédant une quelconque valeur contractuelle.

Le présent document ne peut pas être distribué, publié ou reproduit, en totalité ou en partie.



#### **MIROVA**

Société anonyme au capital de 7 461 327,50 euros RCS Paris n°394 648 216 - Agrément AMF n° GP 02-014 21 quai d'Austerlitz - 75013 Paris Mirova est une filiale de Natixis Asset Management.

#### **NATIXIS ASSET MANAGEMENT**

Société de gestion de portefeuille - Société Anonyme au capital de 50 434 604,76 euros Agrément AMF n°GP 90-009 - RCS Paris 329450738 21, quai d'Austerlitz - 75013 Paris

#### **NATIXIS ASSET MANAGEMENT US**

399 Boylston Street Boston, MA 02116 Tel: 212-632-2800

Natixis AM US est une filiale de Natixis Asset Management implantée aux États-Unis. Natixis AM US est une société de gestion qui a l'autorisation de conseil financier et de conseil en spéculation. Natixis AM US et Mirova ont conclu un accord selon lequel Mirova fournit à Natixis AM US son expertise en matière d'investissement et de recherche. Natixis AM US combine sa propre expertise et celle de Mirova, ainsi que les services de Natixis Asset Management lorsqu'elle fournit des conseils à ses clients.

